

DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES

SYNDICAT EAU ASSAINISSEMENT BEARN BIGORRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL SYNDICAL

\* \* \*

Budget GENERAL

**OBJET : CONVENTION URSSAF – REGIME ASSURANCE CHOMAGE**

Date de la Convocation : 08/12/2020

L'an deux mille vingt, le dix huit décembre à 18h30 le Conseil Syndical, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à SOUMOULOU, après convocation légale sous la présidence de Alain TREPEU.

Etaient Présents : Mme M. ROCHE, PERSONNE, JOUVIN, TRUCO, CAZABAN-CARRAZE, TEULE, DUBERTRAND, GOMEZ, MILET, LAGRAVE, BELLANGER, DIAS, JOUBERT, ANTIN, PATAcq, NICOLAU, FLANDE, CHASTAIN, PONTICO M, MARQUEZ, GUILHAMAT, COSTE, LACAZE P, LACAZE J, BERLANGA, DESSERE, SCHNEIDER, DUPUY, PONTICO P, BRIERE, PRAT, CAZENAVE, MAUHOURAT, CORRAL, LAGAHE, BEGUE, COURADE, LAHON, CAPELLE, BREQUE, LACABANNE, LARRAZABAL, PERE, MARCARIE, LAHONDA, CASTETS, BLANCHAIS, AGUERRE, SEBAT, TREPEU, CAMPARDON

Absents et excusés : Les autres délégués

Procuration :

*Secrétaire de Séance : M. LARRAZABAL Didier*

Nombre de voix présentes : 51

Nombre de voix en exercice : 86

Nombre de voix ayant pris part à la décision : 51

Monsieur le Président informe l'assemblée que le syndicat emploi depuis 2018 des agents non titulaires ou non statutaires.

Le SEABB a à ce titre verse en 2018-2019-2020 des cotisations à l'URSSAF, cotisations destinées à la couverture les dépenses relatives au financement du régime d'assurance chômage.

Afin de régulariser la situation un contrat d'adhésion doit être passé entre le SEABB et l'URSSAF.

Il présente à l'assemblée ce contrat d'adhésion.

Après avoir entendu le Président dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,  
Le Conseil syndical,

**AUTORISE** : le Président à signer le contrat d'adhésion à l'assurance chômage.

**DEMANDE** : à l'urssaf que ce contrat soit pris en compte à effet rétroactif, pour tenir compte de cotisations déjà versées.


Ainsi fait et délibéré, les : jour, mois et an que dessus.

Au registre ont signés les membres présents,

Pour extrait conforme,

LE PRESIDENT,

Alain TREPEU

 syndicat  
eau et assainissement  
béarn bigorre

Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 064-200081396-20201216-54\_2020\_12-DE



## Contrat d'adhésion

Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le

SLO

ID : 064-200081396-20201216-54\_2020\_12-DE

Cadre réservé à l'Urssaf

N° compte : 727 653392050

Date d'effet de l'adhésion :  
.././.... (JJ/MM/AAAA)

Contrat d'adhésion révocable à imprimer en double exemplaire

Les agents de l'organisme public qui perdent leur emploi au cours de la période de stage sont pris en charge par l'organisme public, sous réserve des règles de coordination prévues par les articles R.5424-2 et suivants du code du travail. L'indemnisation reste dans ce cas à la charge de l'organisme public, même si la demande d'allocations est déposée après la période de stage.

La période de stage ne s'applique pas aux bénéficiaires de contrats d'apprentissage, qui justifient d'une fin de contrat de travail au cours de cette période de six mois et qui étaient, précédemment à la date d'effet du présent contrat, affiliés au titre d'un régime particulier.

Le droit aux allocations est ouvert aux personnels visés à l'article 1 qui perdent leur emploi après l'écoulement de la période de stage, sous réserve qu'ils justifient des conditions d'ouverture de droits aux allocations.

En cas de licenciement de salariés pour motif économique, dans le cadre de contrat de travail de droit privé, il appartient aux employeurs publics adhérents à l'assurance chômage à titre révocable, de financer et d'assurer eux-mêmes le versement de l'allocation de sécurisation professionnelle (article 28 de la convention d'assurance chômage du 26/01/2015 relative au Contrat de Sécurisation Professionnelle).

### Article 6 : dénonciation

La dénonciation doit être portée à la connaissance de l'autre partie signataire par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard un an avant le terme de la période sexennale.

En cas de dénonciation par l'une ou l'autre des parties, Pôle emploi prend en charge, dans les conditions de droit commun, les anciens agents de l'organisme public dont la fin de contrat de travail est intervenue au plus tard au terme du contrat d'adhésion.

### Article 7 : contentieux

Toute action qui pourrait être intentée, en exécution du présent contrat, entre l'Urssaf et l'organisme public, relève de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire.

### Article 8 : date d'entrée en application

L'adhésion prend effet le  (4) Cadre réservé à l'Urssaf

Fait en double exemplaire à Soumoulen le 16/12/2020

Pour la collectivité territoriale (5)

Pour l'établissement public administratif (autre qu'Epa de l'État) (5)

Pour le groupement d'intérêt public (5)

Pour l'établissement public national d'enseignement supérieur (5)

Pour l'établissement public national à caractère scientifique et technologique (5)

Pour l'Urssaf

Alain TREPEY.  
syndicat  
eau et assainissement  
béarn bigorre  
Huf

(4) Indiquer la date qui correspond au premier jour du mois civil qui suit la signature du contrat (par exemple le 29/01 --> 01/02)

(5) Rayer les mentions inutiles



## Contrat d'adhésion

Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le

SLO

ID : 064-200081396-20201216-54\_2020\_12-DE

Cadre réservé à l'Urssaf

N° compte : 727 653392050

Date d'effet de l'adhésion :  
.././.... (JJ/MM/AAAA)

Contrat d'adhésion révocable à imprimer en double exemplaire

### Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1 : personnels couverts

Le présent contrat vise tous les agents non titulaires ou non statutaires présents et à venir y compris les contrats d'apprentissage, pour lesquels l'employeur avait auparavant adhéré au régime particulier d'adhésion. L'adhésion de l'organisme public signataire emporte effet à l'égard de l'ensemble de ses services et activités non dotés d'une personnalité juridique.

#### Article 2 : obligations générales

Par son adhésion, l'organisme public s'engage à respecter les dispositions légales et conventionnelles du régime d'assurance-chômage.

Le non-respect de ces obligations donne lieu à l'application des sanctions prévues par le code de la Sécurité sociale.

#### Article 3 : obligations contributives

L'organisme public signataire s'engage à verser à l'Urssaf l'ensemble des contributions destinées à la couverture des dépenses relatives au financement du régime d'assurance-chômage dont il est redevable au titre des rémunérations versées par lui-même, par ses établissements secondaires et ses services non dotés de personnalité juridique distincte.

Les contributions sont assises sur les rémunérations brutes servant de base au calcul des cotisations de sécurité sociale, sauf cas particuliers définis par une annexe au règlement de l'assurance chômage, limitées à quatre fois le plafond du régime d'assurance vieillesse de la Sécurité sociale visé à l'article L.241-3 du code de la Sécurité sociale.

Le taux des contributions<sup>(3)</sup> est celui fixé par la convention relative au régime d'assurance chômage et le règlement annexé.

À compter de l'adhésion, l'organisme public ne verse plus la contribution exceptionnelle de solidarité fixée à 1% au fonds national de solidarité pour les agents non titulaires ou non statutaires.

#### Article 4 : durée

Le contrat est conclu pour une durée de six ans renouvelable, pour la même durée, par tacite reconduction.

#### Article 5 : effets de l'adhésion

Les droits aux allocations ne peuvent être ouverts par Pôle emploi qu'après l'écoulement d'une période de stage de six mois de date à date dont le point de départ est la date d'effet de l'adhésion.

Durant cette période, l'employeur est tenu de verser les contributions dont il est redevable.

---

(3) Valeur actuelle .....%



## Contrat d'adhésion

Cadre réservé à l'Urssaf

N° compte : 727 653392050

Date d'effet de l'adhésion :  
..../../... (JJ/MM/AAAA)

Contrat d'adhésion révocable à imprimer en double exemplaire

### Entre <sup>(1)</sup>

La collectivité territoriale S.E.A.B.B. Syndicat Eau Assain. Beau Bazarre

L'établissement public administratif (autre qu'Epa de l'État) .....

Le groupement d'intérêt public .....

L'établissement public national d'enseignement supérieur .....

L'établissement public national à caractère scientifique et technologique .....

Adresse 80 Avenue Las bords

Commune Sauvoucou Code postal 16442

Département Pyrénées Atlantiques

N° Siret 111111111111111111 Code APE 3610A 2

Catégorie juridique 7354 Syndicat Code 11111

Employant 1 agents non titulaires, ou agents non statutaires\*.

Ci-après dénommé l'organisme public

Représenté par T.R.E.P.E.U. Alain

Délégué à cet effet par .....

et

L'Urssaf représentée par les personnes habilitées par son conseil d'administration.

Vu les articles L.5424-1 et suivants du Code du travail,

Vu les articles L.5422-1 et suivants, L.5422-14 et suivants, R.5422-1 et suivants, R.5422-6 et suivants, R.1234-9 et suivants du Code du travail,

Vu la convention relative à l'assurance-chômage, les règlements annexés et les accords d'application en vigueur,

Vu la délibération du Conseil <sup>(2)</sup> en date du 16/12/2020.

(\*) Le secret statistique ne s'applique pas aux diffusions sur les effectifs salariés. Toutefois, l'entreprise désirant garder la confidentialité de cette donnée pour ce qui la concerne, doit notifier à l'Urssaf à laquelle elle est affiliée.

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Ne concerne pas les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (c'est-à-dire les établissements publics locaux du secteur sanitaire et social).

BRUGES, le 4 novembre 2020

Urssaf Aquitaine  
3 rue Théodore Blanc  
33084 Bordeaux Cedex

**Nous écrire**

Depuis votre espace sur [urssaf.fr](http://urssaf.fr)  
Rubrique "Messagerie" > "Nouveau message"

**Nous contacter**

Tél. : 3957  
Service 0,12 € / min + prix d'appel  
Du lundi au vendredi  
de 9 h à 17 h

**Nous rencontrer**

Accueil uniquement sur  
rendez-vous via  
[www.contact.urssaf.fr](http://www.contact.urssaf.fr)  
ou au 3957

**Références à rappeler pour  
toute correspondance**

**N° de compte**  
727 653392050  
**N° Siret**  
20008139600018

**Info pratique**

Dans cette période de crise,  
nous vous demandons de  
privilégier les contacts par le  
site [urssaf.fr](http://urssaf.fr) et les  
rendez-vous téléphoniques

ADM SYND EAU ASSAINISSEMENT  
BEARN BIGORRE  
80 AV LABORDES  
64420 SOUMOULOU

**Objet : contrat adhésion révocable à l'assurance chômage**

Madame, Monsieur,

Vous m'avez sollicité pour la signature d'un contrat d'adhésion au régime d'assurance chômage. Je vous invite à trouver ci-joint les imprimés à compléter et à me retourner signés, accompagnés de la délibération exécutoire de votre conseil d'administration.

Je vous rappelle les principes du contrat d'adhésion :

- l'adhésion vous engage pour 6 ans. Le contrat est renouvelé automatiquement par tacite reconduction, sauf dénonciation formulée un an avant la fin du contrat ;
- l'adhésion concerne tous vos agents non titulaires et non statutaires ;
- une période de stage de 6 mois à compter de la date de signature du contrat s'applique. Durant cette période, l'employeur public verse les cotisations dues mais continue d'assurer l'indemnisation des agents dont la fin de contrat intervient au cours de cette période.

A l'examen de vos déclarations relatives d'octobre 2018 à 2020, il ressort que vous avez cotisé aux contributions assurance chômage.

L'URSSAF est en charge des formalités administratives, afin de prendre en considération vos cotisations aux contributions à l'assurances chômage, je vous invite à nous renvoyer le présent contrat complété et signé.

Toutes les cotisations versées restent en attente d'affectation.

Je vous invite à effectuer vos démarches administratives en complétant le contrat d'adhésion que vous trouverez en pièce jointe.

En l'absence du contrat d'adhésion à l'assurance chômage, nous sommes dans l'impossibilité de reverser les cotisations et les services de Pôle Emploi n'ont pas connaissance des cotisations produites.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

N. ROYER,  
Gestionnaire du recouvrement

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978 modifiée en 2018 et au Règlement (UE) n° 2016/679, vous bénéficiez notamment d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au délégué à la protection des données de l'organisme dont vous dépendez. Vous trouverez plus d'informations sur le traitement de vos données personnelles et sur vos droits en cliquant sur le lien suivant : <http://www.acoss.fr/home/politique-de-confidentialite.html>